

lant \$5,540,973 et les Etats-Unis en ont importé une grande quantité, soit 93,034 quintaux, ayant une valeur de \$254,000. La plus grande partie de notre pâte de bois a été vendue aux étrangers. Allons-nous mettre en péril un commerce absolument essentiel à la vie économique du Canada? Allons-nous ruiner les nouvelles régions du pays? Toutes les parties boisées du Canada comptent sur le commerce d'exportation pour leur bois à pâte, leur papier à journal et leur pâte chimique. Dans le cas de ma région, nous en expédions quelques quintaux chaque jour à Cornwall, mais notre principal marché est aux Etats-Unis.

La population du Canada central a toujours été disposée à prêter l'oreille aux autres provinces et nous pensons maintenant que le Gouvernement doit songer à la situation qui résultera de la perte du marché américain. Je suis absolument en faveur de la préférence britannique. J'ai appuyé de toutes mes forces le budget Dunning qui a été la meilleure mesure de préférence britannique dont cette Chambre ait été saisie. Je favorise franchement le commerce au sein de l'empire, mais je ne veux pas abandonner tout à fait les échanges avec l'étranger. Une telle façon d'agir nuira à l'avenir, non seulement de ma circonscription du Nord ontarien, mais de toutes les régions neuves du Canada.

Membres de la Chambre, nous devons subir les insinuations de nos adversaires, mais je m'élève contre le fait qu'on donne à croire que les membres de notre groupe s'opposent au commerce au sein de l'empire. Un pays tel que le Canada ayant de forts excédents de produits doit avoir accès au marché anglais, comme aux autres marchés du monde, et non pas seulement à un marché très restreint. Nous concevons qu'il faut étendre nos marchés au lieu de les restreindre. Je m'occupe d'un commerce de détail depuis des années et je pense que ce qui est vrai de mon commerce s'applique aussi bien à tout l'Ontario-Nord. J'ai pris comme règle de vendre d'abord des marchandises canadiennes, puis des marchandises anglaises et, enfin, des marchandises étrangères.

L'affaire devrait rester en dehors de la politique, mais on ne devrait pas nous enlever l'occasion de la discuter. Au début de la session des honorables députés de la droite semblaient vouloir dire que nous ne devrions parler ni en faveur de ces accords ni contre. Mais les membres de la Chambre ont reçu un mandat des électeurs et il est de leur devoir de signaler à l'attention du pays les questions d'intérêt local qui peuvent avoir leur importance et devenir d'intérêt national. Je prends

[M. Bradette.]

part à la discussion sans hésitation parce que je crois de mon devoir de le faire, nonobstant ce que disent mes honorables vis-à-vis. Je déplore que le premier ministre ait dit la semaine dernière que les membres de l'opposition s'attardent trop à ce sujet. Les membres de l'opposition n'ont jamais empêché un député de la droite d'exprimer sa pensée. Mon très honorable chef et l'ex-ministre de la Justice (M. Lapointe) ont défié le Gouvernement de discuter à fond cette question. Je crois avoir le droit de signaler à la Chambre l'anomalie qu'on remarque actuellement dans ma région et que l'accord actuel aggravera.

La population des Etats-Unis vient de se prononcer de façon non équivoque. Sans vouloir poser au prophète, je crois que nous pourrions plus facilement pénétrer dans les marchés considérables qu'offre cette grande république. Cependant, vu les circonstances actuelles, il serait à peu près impossible au Gouvernement d'entamer des négociations avec le gouvernement de Washington. Le président élu des Etats-Unis a parlé des barrières douanières qui ont été préjudiciables à son pays. Les accords à l'étude aggravent cet état de choses. Nos honorables vis-à-vis nous ont souvent reproché de n'avoir rien fait quand les Etats-Unis ont élevé des barrières douanières contre nous, mais nous ne pensions pas avoir le droit d'intervenir dans les affaires de ce pays. Nous ne voulons pas que le Gouvernement intervienne dans la politique intérieure des Etats-Unis, mais je suis sûr que le mandat bien clair reçu le 8 novembre par le président contribuera à ouvrir les voies du commerce là-bas. Le fait que le Canada s'efforce d'exclure les marchandises étrangères rendra la situation plus difficile pour notre pays.

Nous sommes favorisés, du point de vue géographique, pour le commerce avec les Etats-Unis. Cette autre grande nation de l'empire britannique, l'Australie, donnerait n'importe quoi pour se rapprocher des Etats-Unis. Ce pays nous offre un marché tout près de nous. Cependant, nous élevons de nouvelles barrières contre lui. J'avoue qu'il a élevé les barrières contre nous, mais, malgré ces obstacles, le producteur canadien, tel le producteur laitier, a pu vendre aux Etats-Unis. Sans vouloir prophétiser, je crois pouvoir dire qu'avant deux ans, Washington consentira à abaisser ses tarifs douaniers qui ont été cause de frictions entre les deux pays. L'été dernier, me trouvant aux Etats-Unis, j'ai constaté qu'on considérait presque comme une insulte de sortir un dollar canadien ou de prononcer le mot "Canada". Ce sentiment a pris naissance dans la guerre douanière, uniquement. Il y a deux ans, nous avions célé-